

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations franco-américaines, la compétitivité française, la mondialisation de l'économie et les relations économiques entre l'Europe et les Etats-Unis, Chicago le 2 février 1996.

Monsieur le Gouverneur,

- Monsieur le Maire,

- Messieurs les Présidents,

- mesdames et messieurs,

- Certaines villes sont résolument tournées vers le futur. C'est le cas de Chicago. Ses dimensions, l'audace, la modernité et la beauté de son architecture sont les signes d'une métropole puissante, dynamique, bruisante d'activité et de vie. Si j'ai répondu avec plaisir à votre invitation, c'est parce qu'ici, à Chicago, au coeur de l'économie américaine, je mesure pleinement les espérances de l'avenir. Cet avenir, la France, elle aussi, veut l'aborder avec confiance et détermination.

- Mesdames et messieurs,

- Je suis venu vous parler de la France. La France telle qu'elle est aujourd'hui, dans sa dimension économique, commerciale et financière. Je suis venu vous dire quel rôle joue mon pays dans l'Europe économique qui se construit. Je suis venu vous dire combien les relations qu'entretiennent la France et l'Amérique, l'Europe et l'Amérique me paraissent essentielles car, de ces relations, dépend une grande part de la croissance mondiale.

- Je sais que vous connaissez bien les traditions et la culture françaises : la richesse des collections de nos musées en témoignent. Je souhaite que vous connaissiez mieux la modernité de la France. Un pays ouvert sur le monde. Un pays qui croit aux vertus de l'économie de marché et à la concurrence entre les nations lorsqu'elle est saine et organisée.

- Dans une économie mondiale qui se globalise toujours davantage, la France entend prendre sa part, toute sa part. Elle se doit d'être forte, dynamique et entreprenante, dans la fidélité à sa culture, aux traditions de progrès social qui l'ont façonnée, dans la fidélité à l'exigence européenne.

- La France a réussi la transformation et la modernisation de son économie.

- Son revenu par habitant est comparable à celui de votre pays. Aujourd'hui, elle se place au 4ème rang mondial pour la richesse qu'elle produit.

- Son effort d'investissement, qu'il soit public ou privé, s'est intensifié : il représente plus de 21 % de son produit national, ce qui est considérable.

- Ce dynamisme explique les performances de notre commerce extérieur. La France est le quatrième exportateur mondial de biens et le deuxième exportateur mondial de services. Elle est le troisième importateur mondial. Le montant des exportations par habitant est supérieur en France à celui des Etats-Unis ou du Japon. C'est la réalité française d'aujourd'hui. C'est le signe de sa vitalité.

- Aussi, lorsque la France, avec l'Europe, fait entendre sa voix dans les négociations internationales, notamment celles qui traitent du commerce, ce n'est pas au nom d'un protectionnisme dépassé, mais pour défendre une concurrence loyale et juste. Comment pourrait-elle agir autrement alors qu'elle est placée au coeur du marché unique européen qui est le plus

grand marché du monde ?

- La vitalité de l'investissement étranger en France témoigne de la confiance que les entreprises étrangères, en particulier les vôtres, accordent à mon pays. En Europe, c'est vers la France que s'orientent en priorité les investissements des entreprises américaines.

- C'est pourquoi aujourd'hui, le tiers de la production industrielle française est réalisé par des groupes dont le capital est majoritairement détenu par des actionnaires étrangers.\

Oui, mesdames et messieurs, la France dispose d'atouts considérables. Une économie compétitive et diversifiée, des entreprises dynamiques, une population entreprenante, une main d'oeuvre de qualité, une remarquable stabilité des prix, une monnaie solide. Voilà quelques-unes des cartes maîtresses de la France.

- S'ajoutent à cela la qualité de ses télécommunications, la densité de ses réseaux de transport, la compétitivité de son secteur énergétique, la performance des services publics, la force de sa recherche scientifique et technique.

- Qu'il s'agisse de sa recherche médicale qui est l'une des premières au monde, notamment dans la lutte contre le Sida. Qu'il s'agisse de sa politique spatiale, de ses prouesses technologiques comme le TGV, Ariane ou Airbus, qu'il s'agisse de son agriculture - la France est le premier pays exportateur de produits agricoles transformés dans le monde - mon pays marque des points dans la compétition internationale.

- La modernisation de l'économie est allée de pair avec la modernisation de nos marchés financiers. Je ne prendrai qu'un seul exemple : le marché à terme international de Paris, le Matif, qui doit beaucoup à Chicago, est aujourd'hui le second marché à terme d'Europe.

- Mais la France doit poursuivre son effort. Comme la plupart des économies européennes, elle est confrontée à un chômage élevé qui mine sa cohésion nationale.

- Pour combattre le chômage, il n'y a pas de recettes miracles. Une meilleure connaissance mutuelle des politiques de l'emploi ne peut que nous y aider. C'est pourquoi j'ai souhaité, avec l'appui du Président Clinton, organiser une conférence ministérielle sur l'emploi, préalablement au Sommet des pays du G7 qui se tiendra en France en juin prochain. Notre objectif est clair, nous voulons que la croissance soit davantage créatrice d'emplois.

- C'est pour cela que depuis 9 mois maintenant, j'ai fait de la lutte contre le chômage ma priorité. Il faut notamment encourager les forces vives pour mieux libérer l'initiative. Il faut favoriser la création et le développement des entreprises et mettre l'épargne au service de l'investissement.

- Rien ne se fera, c'est une exigence, sans la remise en ordre de nos finances publiques. Les déficits publics nourrissent les prélèvements et tirent toute l'économie vers le bas. Laisser filer la dépense publique, c'est en réalité accroître le chômage.

- En 1995, l'effort entrepris par le Gouvernement français a permis de réduire de plus de 1 % du PIB les déficits publics. Cet effort sera poursuivi en 1996, et les prélèvements obligatoires seront réduits dès la fin de 1997. Je m'y suis engagé personnellement.\

Mais la France a aussi besoin de réformes structurelles. C'est la voie que j'ai choisie.

- Bien sûr, il y a toujours des résistances au changement. Il n'est pas dans la nature de la nation française de vivre les réformes dans la passivité. Les perturbations sociales que nous avons vécues au début de l'hiver en ont témoigné. Mais la France d'aujourd'hui est capable de se réformer, dans le dialogue et la concertation.

- Tous les grands pays sont confrontés au problème de la protection sociale. Vous avez, vous aussi ce débat. La maîtrise des dépenses de santé, la pérennité des retraites, le devenir et l'équilibre financier de la protection sociale sont des exigences autant que des enjeux. Mon gouvernement, dès son installation, en a pris toute la mesure et a engagé les réformes nécessaires pour renforcer la cohésion sociale.

- En ce début d'année, la croissance a donné des signes de fléchissement. La plupart des économistes pensent que ce ralentissement sera temporaire. Je partage cette analyse : il y a en effet en France, comme chez nos partenaires, des réserves de croissance, des besoins d'investissement et de consommation à satisfaire. Les conditions sont réunies pour cela £ l'assainissement de nos finances publiques a permis d'engager une baisse rapide et continue des

taux d'intérêt. L'épargne est abondante et la situation financière des entreprises est bonne.

- Tout cela justifie, mesdames et messieurs, ma confiance dans la France et dans ses atouts.

-\

Bien évidemment, la France n'est pas seule. Voilà bien longtemps qu'elle a fait le choix de l'Europe. Aujourd'hui, elle s'est engagée avec ses autres partenaires européens dans un projet d'envergure pour la fin de ce siècle : achever l'union économique et monétaire pour 1999.

- Ce projet est indissociable du marché unique européen. Il est l'aboutissement naturel de l'intégration continue des économies de l'Europe.

- Les échanges entre les pays de l'Union européenne représentent plus de 1000 milliards de \$. La monnaie unique est indispensable pour assurer la stabilité des changes sans laquelle le commerce ne peut pas se développer.

- 1995 a marqué une étape importante dans la réalisation de l'Union Economique et Monétaire. A Madrid, en décembre dernier, en compagnie des autres chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, nous en avons précisé les termes, le calendrier et les modalités.

- L'Union économique et monétaire est donc en marche. Je suis confiant dans son aboutissement. Certes des efforts seront nécessaires pour réaliser l'objectif de 1999. Nous les ferons. Je suis confiant car ce projet repose largement sur la solidité de la relation franco-allemande. Je sais que la détermination du Chancelier allemand ne faiblira pas. La mienne non plus.\

Mais l'engagement de la France en faveur de la réalisation de l'union entre les peuples européens ne saurait occulter l'immense intérêt que nous attachons à la relation avec les Etats-Unis.

- Certes le dynamisme des économies de l'Asie et l'essor de l'Amérique latine impressionnent. Et on ne peut que se réjouir de l'émergence de nouvelles forces économiques qui viennent épauler la croissance mondiale.

- La France, comme bien d'autres pays, souhaite renforcer sa présence sur ces nouveaux marchés. Mais l'Europe et l'Amérique du Nord demeurent, de très loin, et pour longtemps, les deux plus grands ensembles économiques du monde et les deux grands marchés les plus ouverts.

- Les relations entre ces deux grands pôles économiques sont fondées sur la liberté des échanges et des investissements. Malgré nos différences nous partageons une même ambition : créer des espaces plus vastes et ouverts permettant de développer une concurrence véritablement loyale.

Nous devons, les uns et les autres, résister aux pressions du protectionnisme ou de l'unilatéralisme. Nous devons régler nos différends commerciaux, lorsqu'ils existent, par le recours à des règles élaborées en commun dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce. Nous devons résister à la tentation, qui est aujourd'hui très forte, de négocier bilatéralement ou régionalement des avantages discriminatoires qui fragilisent le système multilatéral.

- Pour la première fois dans l'histoire, la mondialisation économique est une réalité. Nous l'assumons. Elle crée à l'Europe comme à l'Amérique des opportunités communes et des défis similaires. Sachons l'organiser pour le bénéfice de tous.

- L'existence d'un marché unifié des capitaux fait que nous avons de plus en plus intérêt à créer les conditions d'une plus grande stabilité des taux de change entre les différentes devises. Il s'agit, dans des économies globales et ouvertes, non seulement de maintenir une concurrence loyale entre les économies, mais aussi d'assurer la stabilité des marchés financiers mondiaux et de renforcer la sécurité des entreprises et des épargnants.

- N'est-il pas temps de faire des progrès dans la concertation internationale dans ce domaine ? N'est-il pas temps de renforcer la coopération internationale entre les grandes monnaies ? Pourquoi pas au prochain Sommet du G7 à Lyon ? Comme l'a montré l'évolution récente du dollar par rapport au yen, l'économie américaine a tout à gagner à reposer sur une monnaie qui soit à sa vraie valeur par rapport à celle de ses autres principaux partenaires. Il n'y a pas de croissance mondiale dynamique sans des parités justes et stables.

- Mesdames, messieurs, Chicago a démontré sa prodigieuse inventivité, sa fantastique mobilité. La France est un vieux pays que l'histoire a modelé. Mais la France demeure un pays fort d'ambition. D'ambition pour elle-même, d'ambition pour le monde. Elle a tous les atouts pour

à ambition. D'ambition pour elle-même, à ambition pour le monde. Elle a tous les atouts pour réussir. J'aimerais vous en avoir convaincu.

- Je vous remercie.\